

vu de l'étranger

## Européens, restez différents !

L'euro risque de créer des rigidités. Une seule monnaie pour 12 pays, est-ce bien raisonnable ?



Par David Ignatius, directeur de la rédaction de l'« International Herald Tribune ».

QUAND J'ÉTUDIAIS L'ÉCONOMIE à Cambridge, dans les années 70, il y avait une question de cours inévitable : les taux de change flottants sont-ils ou non un élément de stabilisation ?

Aujourd'hui, ce n'est plus une question. Il est clair qu'un régime de taux de change flexible est largement préférable : il donne les moyens de s'adapter aux changements du terrain économique mondial et permet d'éviter les crises, inéluctables quand on veut défendre une parité fixe contre les marchés. Si on en doute, il suffit d'examiner le désastre de l'Argentine, qui a voulu défendre la parité fixe de 1 peso pour 1 dollar. La flexibilité, en général, est une précondition de la croissance et de l'adaptation à la nouvelle économie mondiale.

Pourquoi donc l'Europe s'attache-t-elle à un régime de parité fixe ? C'est un de ses paradoxes au moment de la naissance de l'euro. Il y a bien une seule monnaie pour douze pays. Mais ces douze restent des pays très différents – avec des taux de croissance très variés et des besoins sociaux différents. Je trouve bizarre cette idée qu'on doit – que l'on peut – imposer une seule politique monétaire. Et encore plus bizarre que les partisans de l'Europe unie réclament aussi une seule politique fiscale.

Avec cette rigidité, j'ai peur qu'il soit de plus en plus difficile pour l'Europe de s'adapter aux changements économiques. Si la croissance baisse en Italie ou en Grèce, par exemple, au moment où elle augmente en Allemagne, comment réalisera-t-on l'adaptation nécessaire ? Peut-être les Italiens devront-ils se déplacer de Rome à Francfort...

Au troisième trimestre 2001, les taux de croissance ont varié de 1,2 % en Finlande à 0,5 % en France et en Angleterre et -0,1 % en Allemagne. Est-il possible d'habiller tout le monde avec une taille unique ? Les experts européens ont placé leur foi dans la capacité de l'euro à fournir une solution automatique. Laurent Fabius a ainsi déclaré en janvier que l'euro

allait amener l'adoption de taux d'imposition identiques dans toute l'Europe. « Chaque gouvernement national voudra avoir le dernier mot en matière fiscale, a-t-il dit. Mais au fur et à mesure que

“ L'Europe pourrait avoir de plus en plus de difficultés à s'adapter aux changements économiques. ”

### l'école de Toulouse

Le prix du **chèque** gratuit  
Ne pas faire payer le chèque incite les banques françaises à ne pas améliorer leur service.



Par Jean-Charles Rochet, chercheur à l'Institut d'économie industrielle de l'université de Toulouse.

LES DERNIERS EMPEREURS ROMAINS ne se contentaient pas d'organiser des jeux du cirque, ils faisaient distribuer gratuitement du pain pour calmer le peuple mécontent. Le gouvernement français a une autre méthode : il oblige les banques commerciales à distribuer gratuitement des chèques à leurs clients. La démarche rappelle celle des Romains : si chaque chèque était facturé à son coût réel, soit environ 1 euro, les ménages ne pourraient plus se permettre d'en tirer autant qu'aujourd'hui et seraient fort mécontents.

Pourquoi vouloir maintenir la gratuité des chèques ? Elle incite en effet les banques à produire un service de mauvaise qualité. Elle pousse aussi les ménages à surutiliser ce service, au point que les cartes de débit françaises sont

l'euro fera converger les prix, les taux de prélèvement tendront eux aussi naturellement à converger. » Dans le même esprit, le sauveur désigné du projet européen, Valéry Giscard d'Estaing, a expliqué au *Monde*, en janvier également, qu'« une Europe à deux vitesses n'est pas réaliste ». Malheureusement, il est probable que ce problème de rigidité se compliquera dans les prochaines années – surtout quand les pays de l'Europe redécouvrent leurs identités nationales. On le voit déjà en Italie. Mais aussi en France, quand le président Chirac, au sommet de Nice, insiste sur l'identité française. La tendance est à une Europe des cultures et des pays différents – en dépit (ou peut-être à cause) de l'euro.

Vive la différence, donc ! Mais dans un monde de diversité, il est plus nécessaire que jamais d'avoir des mécanismes de flexibilité. Si vous avez des doutes, demandez aux Argentins.

parmi les plus chères d'Europe. Bien sûr, certains ont l'habitude d'utiliser leurs chèquiers et seraient perturbés s'ils devaient payer par carte. Mais cet argument a récemment perdu beaucoup de sa force : il paraît plus perturbant d'obliger une personne âgée à faire des chèques en euros que de payer par carte.

La seule objection sérieuse concerne le risque d'exclusion bancaire. La disparition du compromis bancal du « ni-ni » – ni rémunération des dépôts ni tarification des chèques – va pénaliser les ménages les plus pauvres, qui ont peu de dépôt et ont tendance à utiliser beaucoup de chèques, et conduire à exclure certains de l'accès aux moyens de paiement. Ce problème doit être traité directement. Par l'organisation, d'une part, d'une obligation de service universel, comme pour l'électricité par exemple. Et par la définition, d'autre part, d'un service bancaire de base comprenant une carte de débit et un nombre limité de chèques, financé par une taxe sur le chiffre d'affaires des banques.